Samedi 22 et dimanche 23 octobre 1977 - No 754

1 F

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

• Guayalquil (Equateur)

L'ARMEE ET LA POLICE ASSASSINENT 120 OUVRIERS !

Plus de 120 ouvriers ont été tués mercredi par l'armée et la police équatoriénne alors qu'ils étaient en grève et occupaient leur usine pour obtenir des augmentations de salaire.

Parmi les victimes il y aurait des femmes et des enfants d'ouvriers.

Ceci s'est passé dans une sucrerie. La majorité des victimes auraient été précipitées dans des cuves de sucre en fusion, noyés dans le canal de l'usine ou enterrés par l'armée et la police.

Des 2 côtés du Rhin

QUADRILLAGE POLICIER ET APPEL A LA DELATION

LIBERTE POUR K.CROISSANT !

(Voir notre article p 3)

Klaus Croissant dans la cour de la prison de la Santé. (Photo agence Sipa)

Le gouvernement allemand a mis à profit l'exécution de Schleyer, le patron des patrons allemand, pour déclencher une gigantesque chasse aux suspects. La police allemande a lancé 16 mandats internationaux et fait appel à la délation de la part de la population. Des primes d'un montant global de 1,6 millions de francs, ont été promises à ceux qui aideraient à la capture des terroristes. De grandes affiches ont été collées dans les rues des localités ouest-allemandes, avec les photos des suspects recherchés. Dans chaque ville des lignes téléphoniques spéciales ont été mises à la disposition d'éventuels délateurs.

En France, la police a mis toute l'Alsace en état de siège. Une partie de la presse a mis à profit l'émotion soulevée par le terrorisme aveugle, pour se lancer dans une scandaleuse campagne. Dans France-soir par exemple, le titre principal est un véritable appel à la délation. Dans un article du même journal, Dutourd fait l'éloge du raid israélien sur Entebbé et de l'opération allemande de Mogadiscio. Il s'étonne de l'inertie dont le gouvernement francais fait preuve à propos des six Français disparus au Sahara occidental. «Tout le monde sait que l'Algérie est derrière», écrit-il... Je me demande ce que l'on attend pour envoyer une compagnie du parachutistes pour les récupérer.»

Le gouvernement français pour sa part, vient de refuser l'asile politique pour trente réfugiés basques.

Ce nouveau refus d'asile politique, l'état de siège en Alsace, la campagne de odieuse d'une partie de la presse, sont des faits d'une ampleur relativement nouvelle, signe que la bourgeoisie est prête à franchir une nouvelle étape dans la répression antipopulaire.

Aux dernières nouvelles, Barre et Schmidt auraient passé un accord secret pour le renforcement de la collaboration entre les deux polices.

Editorial

Violence réactionnaire et violence révolutionnaire

Dans la presse aux ordres de la bourgeoisie, tant allemande que française, c'est le déchainement. Les évènements qui ont conduit à la liquidation de la bande à Baader sont salués hystériquement comme une victoire de la civilisation et de la démocratie. Et de pratiquer joyeusement l'amalgame : Baader-violence égale révolution.

La bourgeoisie a toujours cherché à camoufler sous un terme unique des réalités antagoniques : justice, liberté, violence... Pour nous, marxistes-léninistes, ces mots ont un sens de classe. Au nom de la justice prolétarienne, les masses combattent la justice bourgeoise ; au nom de la liberté réelle, les libertés formelles par la violence révolutionnaire. Coupées du peuple, tournées contre lui, la violence et la lutte armée pratiquée par Baader et ses émules qui s'attaquent, en France, aux cars de touristes allemands, n'a rien à voir avec la révolution.

La réaction internationale entend utiliser ces actes terroristes pour combattre ceux qui menacent en profondeur les intérêts impérialistes : les peuples d'Asie du Sud-Est, d'Afrique australe et particulièrement le peuple palestinien. Parce qu'ils ont empoigné le fusil pour se libérer, elle les qualifie abondamment de «terroristes» et de «desperados». Ce ne sont pas le désespoir et la mort qui fondent leur combat, mais la certitude d'une cause juste et progressiste. Loin de les laisser isolés, la solidarité des peuples du monde se resserre toujours plus étroitement autour d'eux.

L'offensive réactionnaire ne s'arrête pas là. Sous prétexte d'«extirper pour un siècle le banditisme politique», la bourgeoisie de RFA prépare l'interdiction des organisations marxistes-léninistes allemandes parce qu'elles se réclament de la lutte armée. Comme nos camarades allemands, nous adhérons au grand enseignement de Lénine : «Sans révolution violente, il est impossible de substituer l'État prolétarien à l'État bourgeois».

Mais la violence n'est révolutionnaire qui si elle sert la cause de la Révolution, si elle permet de préparer et de hâter sa victoire. Il y a bien actuellement dans notre pays une violence qui est révolutionnaire et riposte à la violence quotidienne de l'exploitation et de l'oppression capitalistes. C'était hier celle des métallos de la Rochelle rossant les flics à coups de boulons et de pavés au cours de leur grève de juin 1976 ; celle des paysans de Montredon et d'Aléria ripostant avec leurs fusils à l'agression des forces de répression ; celle des petits producteurs de lait interceptant les citernes des sociétés monopolistes qui les dépouillent ; c'est aujourd'hui l'autodéfense organisée par les Lip et les ouvriers de Dubigeon contre les provocations des jaunes ; les ouvriers de Chatelet-Redon qui, la nuit dernière, séquestraient leur patron.

Cette violence là, enracinée dans la réalité de la lutte des classes aujourd'hui, les marxistes-léninistes ont à l'appeler, à la soutenir, à l'organiser. Elle prépare la révolution prolétarienne.

• Azanie

La riposte des patriotes africains

Mercredi le gouvernement raciste sud-africain annonçait la dissolution de 18 organisations anti-apartheid, du journal noir The World et l'arrestation de 42 leaders de l'opposition africains.

Les patriotes africains ripostaient aussitôt en annonçant qu'ils réorganiseraient leurs mouvements pour continuer la lutte. «Ils n'écouteront jamais les noirs. Ils n'examineront jamais nos revendications», déclarait le lendemain un porte-parole des centaines de professeurs de Soweto qui ont récemment démissionné par solidarité avec les lycéens en grève depuis trois mois.

Dans le gigantesque bidonville de Soweto, qui abrite plus d'un million de travailleurs africains, la colère grandit à la nouvelle des interdictions et des arrestations. Mais on était déjà prêt à cette escalade de la répression. La preuve : parmi les 42 leaders arrêtés, ne figure aucun membre du conseil dirigeant des étudiants de Soweto qui joue un rôle décisif dans la lutte. L'organisation est certes interdite, mais ses responsables, depuis longtemps passés à la clandestinité, sont introuvables malgré les multiples raffles policières qui les recherchent.

Pendant ce temps, le nombre des villes en état d'insurrection permanente se multiplie. D'innombrables affrontements se produisent quotidiennement à Port-Élizabeth, Prétoria et d'autres grandes villes.

Solidaire de l'offensive des patriotes africains, le groupe africain des États membres des nations unies vient d'exiger à l'unanimité une réunion d'urgence du conseil de sécurité sur les évènements actuels en Afrique du Sud.

Justice quotidienne

Le peuple est toujours l'accusé

C'est un après-midi comme les autres à la 17e Chambre correctionnelle de Paris. A 13 h 30, tout le monde est là. Tout le monde c'est-à-dire des gens du peuple dont certains vont attendre des heures avant de passer devant «M. le Juge».

IL NE DOIT RIEN MAIS DOIT PAYER

Un petit commerçant a fait un chèque sans provision à ses fournisseurs. Il espérait alimenter son compte grâce à la vente de la marchandise. Mais celle-ci est de mauvaise qualité et invendable. Il retourne cinq jours après cette marchandise au fournisseur. Mais celui-ci garde le chèque et l'envoie à la banque. La marchandise n'ayant pas été vendue, le compte n'est toujours approvisionné. La banque attaque le petit commerçant. Celui-ci a commencé à dédommager la banque. Ayant rendu la marchandise, il ne doit rien au fournisseur. Mais le chèque est fait et doit être payé. C'est la loi. La banque exige outre le paiement complet du chèque, des dommages et intérêts. Depuis des années qu'il est commerçant, c'est la première fois qu'une pareille histoire lui arrive. Il devra payer.

PETIT VOL, LOURDE PEINE

Un jeune de Montargis est monté avec un copain à Paris pour trouver du travail. Il trouve un emploi de coursier. Mais il lui faut un moyen de locomotion. Il n'en a pas. Lui et son copain volent deux mobylettes. Ils sont aussitôt pris. Comme ils étaient deux à vouloir voler les deux mobylettes, chacun est coupable du vol des deux mobylettes, dit le juge (ce qui revient à les accuser d'avoir volé quatre mobylettes). Le copain est déjà jugé. Lui est en détention préventive depuis un mois. Il est condamné à deux mois de prison et à une amende. La sentence prononcée, le flic lui repasse les menottes et le ramène à la prison.

LA VICTIME EST ACCUSÉE

Assis près de moi, un jeune marocain me demande un renseignement. Il ne sait pas pourquoi il est là. Un jour, dans la rue, son copain «charrie» les flics. Il est là aussi. Vérification d'identité. C'était il y a deux ans. Un jour, les flics viennent le chercher au travail, gare de Lyon. Ils l'emmènent au commissariat où ils le tabassent. Il est finalement poursuivi pour rebellion et violence à agents. Le procureur demande un mois de prison et 500 F d'amende. C'est donc pour ça qu'il est là. Il n'a pas d'avocat. Sur les conseils d'avocats présents, il va demander un report de jugement.

Telle est donc la justice au jour le jour qui, sans éclat, défend le riche, le fort, le système et réprime le peuple. Il faut dénoncer ce scandale quotidien.

• Aix-en-Provence

«Viol sans violence» prétend le tribunal

En mars 1976, une étudiante irlandaise en faculté à Aix-en-Provence regagne son domicile. Comme il n'y a pas d'autobus, elle fait du stop. Un automobiliste s'arrête et la fait monter. Au bout d'un moment, il engage sa voiture dans un petit chemin à l'écart et là, il la viole, malgré une résistance acharnée, en menaçant de l'étrangler si elle ne se laisse pas faire.

Maureen, l'étudiante irlandaise, rejoint son domicile. Ses amis appellent un médecin qui constate qu'elle est fortement traumatisée physiquement et nerveusement. Le médecin lui-même prévient la gendarmerie. Maureen porte plainte.

Au tribunal, le violeur crie à l'innocence et prétend que Maureen était consentante malgré les preuves qui prouvent le contraire.

Finalement le tribunal renvoie l'affaire en Cour d'assise et estime qu'il y a «viol sans violence caractérisée». Odieux !

AVIS

Les tracts de mobilisation pour le rassemblement national du 6 novembre seront disponibles à partir de samedi 22 à la permanence.

Pour la province, ils seront expédiés au début de la semaine prochaine sauf pour les camarades qui peuvent passer les prendre (dans ce cas prévenir).

• RFA

Une lettre du KPD

Nous avons reçu du KPD, l'une des organisations marxistes-léninistes menacées d'interdiction une lettre dont nous reproduisons ci dessous les principaux extraits.

Chers camarades,

Nous tenons à vous remercier beaucoup du soutien que vous avez bien voulu nous accorder en vous déclarant contre les menaces d'interdiction du KPW, du KPD et du KPD-ml.

Cette menace demeure assez grave bien qu'il y ait des contradictions croissantes parmi les partis de la bourgeoisie à ce sujet. Le CSU (Parti chrétien-socialial au pouvoir en Bavière) a décidé de demander, outre l'interdiction des trois organisations marxistes-léninistes, l'interdiction du DKP (Parti communiste allemand) qui est entièrement dépendant de la RDA et de Moscou, et de s'opposer à l'interdiction des trois organisations seules.

Le FDP (parti libre-démocrate) qui est en coalition avec le CDU dans deux régions (Länder) s'est exprimé en faveur d'un «examen approfondi de chaque cas». La majorité dans le Bundesrat qui est nécessaire ne semble donc pas certaine actuellement. Mais il est évident aussi que tous les partis bourgeois sont d'accord pour opprimer et persécuter les communistes et les démocrates, et qu'aucun parti, notamment le FDP (qui par ses coalitions avec le CDU pourrait faire échouer le projet d'interdiction du Bundesrat) ne veut courir le risque d'une rupture politique à cause de cela. Aussi la menace reste-t-elle très sérieuse, d'autant plus que la marée de mesures répressives et réactionnaires contre les démocrates, les révolutionnaires et les masses populaires, ne cesse de monter.

Chaque semaine, il y a de nouveaux jugements de terreur (six mois de prison pour une documentation contre un projet de loi sur la police, quarante jours de prison pour avoir vendu «Rote Fahne» notre organe central, un an de prison pour un tract qui demande aux flics de ne se laisser utiliser contre le peuple, etc.) quatre-vingt dix personnes sont frappés par la loi d'isolement qui interdit tout contact ; des professeurs d'université sont forcés de signer des déclarations de loyauté humillantes des mesures de rafles illégales sont effectuées par la police ; on prépare l'enregistrement dans un fichier central de toute personne soupçonnée de faire partie des manifestants violents», ce qui permet leur détention préventive quand la police le juge nécessaire.

Mais en même temps, ces mesures suscitent une résistance croissante. Un nombre toujours plus grand de personnes et aussi de ceux qui ne sont pas des révolutionnaires, dénoncent le climat de chasse aux sorcières et le comparent avec l'ère de Mc Carty...

Dans cette lutte, nous nous battons aussi pour des droits démocratiques en Allemagne de l'Est, où la résistance démocratique a connu un nouvel essor récemment (surtout dans les manifestations de vendredi dernier à Berlin-Est).

Pour nous, la lutte contre les menaces d'interdiction sont une partie intégrante de la lutte pour défendre les droits démocratiques dans les deux parties de l'Allemagne. L'unité d'action et la manifestation des 20 000 à Bonn samedi dernier ont été un premier succès dans cette lutte.

Les messages de solidarité assez nombreux qui nous ont été envoyés à cette occasion, sont un soutien et un encouragement assez importants. Parce que cette lutte continue, nous vous prions, avec nos remerciments chaleureux, de continuer votre soutien...

Nous vous prions d'accepter nos salutations de solidarité militante.

Comité Central d. KPD

• Kampuchéa Démocratique (Cambodge)

UNE POLITIQUE ETRANGERE SOCIALISTE

A la 32 e session de l'assemblée générale de l'ONU qui vient de s'achever, Ien Sary, vice-premier ministre des affaires étrangères du Kampuchéa Démocratique (Cambodge) a rappelé les principes d'indépendance, de paix et de non-alignement qui guident la politique étrangère de son pays.

Il a d'abord souligné les victoires que remportent les peuples du monde dans la lutte. Le Kampuchéa considère qu'il est de son devoir d'en être solidaire et d'accorder son soutien aux justes luttes des peuples exploités, des pays non-alignés et du tiers monde pour l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale, le droit de décider soi-même de sa propre destinée et l'édification d'une économie indépendante et prospère. Il a dénoncé l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, l'expansionisme, le sionisme, le racisme, l'apartheid et toutes les forces d'ingérence et d'agression, d'expansion et d'annexion.

«Bien que nous devions continuer à résoudre de nombreux problèmes», a dit **Ieng Sary**, *«après la guerre de dévastation des impérialistes américains, nous nous efforçons de notre mieux de manifester notre solidarité, d'apporter notre soutien, notamment sur le plan moral et politique en demeurant inébranlables aux côtés des peuples en lutte pour la libération nationale, l'indépendance, la liberté, la démocratie et le progrès social.»*

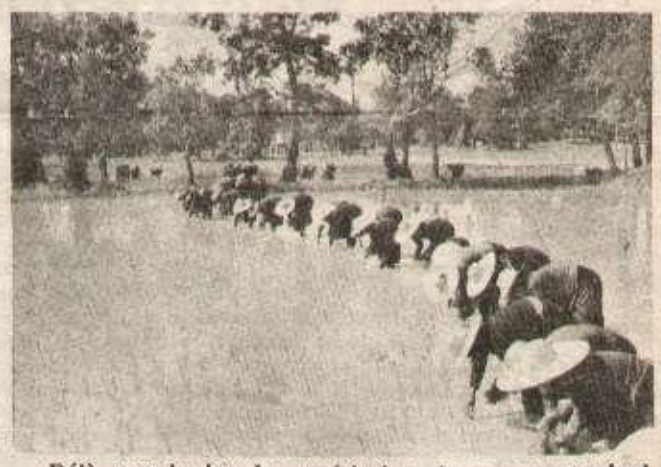
Dénonçant l'ordre injuste du monde, I. Sary a notamment affirmé :

«L'Assemblée générale de l'ONU a adopté des résolutions pertinentes sur d'importants problèmes mondiaux. Mais ces résolutions sont restées lettre morte à cause de l'usage abusif du droit de veto par les grandes puissances riches mues par leurs propres intérêts. Par ailleurs, tout en se disputant les positions et tout en rivalisant dans la course aux armements sophistiqués et dans la vente des armes partout dans le monde, sources de tensions permanentes dans différentes régions et dans le monde, ces grandes puissances riches se servent de la tribune des Nations unies pour duper les peuples, endormir leur vigilance afin de mieux les subjuguer. En même temps, elles tentent d'enrayer l'élan de la lutte révolutionnaire et de la lutte de libération nationale des peuples du monde. Cela contribue à faire réduire davantage le rôle de l'ONU. Avec tous les pays non-alignés et du tiers monde, nous continuons à demander la révision urgente de la charte de l'ONU afin que l'ONU puisse jouer son rôle en conformité avec les réalités dans le monde actuel en pleine mutation. Les décisions sur les importants problèmes mondiaux ne devraient pas être l'apanage exclusif des grandes puissances riches. Tous les Etats, qu'ils soient petits ou grands, doivent avoir les mêmes droits dans les décisions des affaires internationales...

«Le peuple du Kampuchéa désire vivre en paix, dans la dignité et l'honneur, en tant que maître de son pays, édifier une société conforme à ses profondes aspirations, et suivre une voie qu'il a lui-même choisie en toute indépendance et souveraineté. Ce sont là des principes sacrés auxquels il tient fermement.

«Nous tenons à proclamer solennellement de nouveau ici que le Kampuchéa démocratique ne provoque aucun pays et s'en tient résolument et inébranlablement aux principes du respect mutuel de l'indépendance, de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de l'égalité...»

«En aucun cas, nous ne permettrons à un pays étranger d'installer des bases militaires sur notre territoire, et nous ne tolérons aucune présence des troupes étrangères sur notre sol. Le Kampuchéa démocratique n'adhère à aucune alliance ou à aucun groupe régional. Mais nous nous efforçons de développer avec tous les pays, proches et lointains, des relations bilatérales d'amitié basées sur l'égalité et le respect mutuel. Cette position a bénéficié de la sympathie et de la compréhension de nombreux pays avec lesquels nous entretenons de bonnes relations d'amitié».



Déjà, sous les bombes américaines, les paysans cambodgiens des zones libérées avaient fait don d'une partie de leur récolte de riz aux pays du Sahel victime de la sécheresse.

Un acte unitaire

L'UCJR (organisation de jeunesse du PCR (ml)) de Paris 18e, nous a transmis un communiqué sur une intervention qui a été faite à France-soir. En voici un extrait :

«Mercredi 19 octobre 18 heures, une centaine de jeunes, pour la grande majorité chômeurs, mais aussi ouvriers, collégiens et lycéens occupent les locaux du journal France-soir.

«Par cette action, engagée avec les jeunes communistes de l'UCJR, nous avons voulu dénoncer la campagne orchestrée par cette publication depuis plusieurs semaines sur le thème des chômeurs millionnaires»

Nous considérons comme positif le fait de nous l'avoir transmis en main propre, pour que nous le portions à la connaissance de nos lecteurs, et comme découlant d'une volonté unitaire.

Vrai ou faux ?

D'apres «Les dernières nouvelles d'Alsace», du mercredi 19 octobre : «Trois organisations d'extrême-gauche ont trouvé un terrain d'entente et présenteraient aux prochaines élections législatives des candidats communs dans les circonscriptions de Strasbourg».

Il s'agit du PCR(ml) et des groupes trotskystes de l'OCT et de la Ligue. Nous attendons un démenti ou des explications publiques de la part du PCR (ml), sur cette alliance contre-nature.

Liberté pour Klaus Croissant !

Klaus Croissant doit passer devant la justice le 24 octobre. Le tribunal doit statuer sur la demande d'extradition émanant du gouvernement allemand à l'encontre de l'avocat. D'apres une loi de 1927, l'extradition ne peut-être prononcée, si elle est demandée pour des raisons politiques. Dans une conférence de presse qu'ils ont tenue, jeudi 24 octobre, avec le comité pour la libération de Croissant, les avocats de celui-ci se sont déclarés inquiets sur le jugement qui allait être prononcé.

Le gouvernement français a en effet signé avec le gouvernement allemand une convention qui lui permet d'extrader n'importe qui, pour n'importe quoi, n'importe quand. D'autre part, en ce qui concerne Klaus Croissant, le gouvernement français semble disposé à reprendre les thèses allemandes. Il semble en être de même pour certaines méthodes. Plusieurs avocats ayant soutenu Croissant ont été l'objet de surveillances policières.Avant la première audience du procès l'assistance a été minutieusement filtrée, les serviettes des avocats fouillées. Un déploiement policier (dont certains en tenue de combat) plus que renforcé avait été mis sur pied: Ils ont dénoncé les manœuvres de la justice pour empêcher le public d'assister au procès.

Ils demandent que se renforce la lutte pour empêcher l'extradition et obtenir la libération de Croissant. Une manifestation était prévue le lundi 24 au métro Raspail à 16h30. Elle a été interdite par la préfecture de police.

Législatives

Les écologistes feront cavalier seul

Jeudi matin, le comité de coordination d'«Ecologie 78» tenait une conférence de presse à Lyon pour définir son attitude aux prochaines élections législatives. Il a clairement affirmé son refus de tout désistement au second tour en faveur de quelque parti que ce soit. Cette décision, a-t-il précisé, revêt un «caractère absolu et irréversible». Le porte-parole du comité a même déclaré sans ambages que si le mouvement écologiste «avait laissé entendre avant les élections municipales que de deux maux (la droite et la gauche), il fallait choisir le moindre, les deux maux sont maintenant les mêmes».

José Stromboni libéré

Le militant corse, José Stromboni, arrêté le 4 septembre dernier, et déféré devant la Cour de sûreté de l'État pour «atteinte à l'intégrité du territoire» a été libéré jeudi soir après plus d'un mois de détention. Voilà qui prouve l'inexistance de charges invoquées contre lui.

L'ALLIANCE OUI MAIS AVEC QUI ?

Plus on approche des législatives, de mars 78, plus les tractations entre partis se multiplient. Il y a bien sûr celles des partis déjà au pouvoir : le Parti républicain de Giscard, le RPR de Chirac, le CDS et autres soi-disant centristes, les radicaux de JJSS. Du côté de la fausse gauche, chacun avance ses candidats. Ceci en attendant janvier, date à laquelle devrait reprendre les négociations, et devrait être décidé si un accord est conclu et sous quelle forme ; (sans toutefois remettre en cause la nature bourgeoise de cette alliance). Ce sont les marchandages habituels précédant les élections.

Mais certains journaux parlent aussi de la prétendue extrême-gauche. C'est-à-dire les trotskystes. Car ces prétendus révolutionnaires voudraient bien pouvoir discuter et marchander un éventuel strapontin aux côtés des dirigeants révisionnistes et socialistes. Il en est de même des dirigeants du PSU. Alliance ouverte ou pas avec eux, cela ne les empêche pas d'appeler, depuis plusieurs années, à voter pour le «Programme commun» au 2e tour. Les dirigeants trotskystes se placent, de fait, dans le giron de la «gauche» et sont donc totalement étrangers au mouvement révolutionnaire, quel que soit le verbiage qu'ils emploient pour paraître plus à gauche que le Programme commun.

Pour les marxistes-léninistes, il ne saurait donc être question d'alliance pas plus avec les partis de «gauche» qu'avec les trotskystes qui veulent fourvoyer les travailleurs dans l'impasse de la «gauche».

La seule alternative au système capitaliste c'est le socialisme garanti par la dictature du prolétariat, et non un aménagement de «gauche» ou d'«extrême-gauche». Pour cela, les choses doivent être claires : ce n'est pas la voie électorale qui permettra d'y parvenir, mais la mobilisation des masses pour la révolution prolétarienne. Est-ce à dire que nous n'avons pas à intervenir dans les élections ? Si, mais avec pour objectif d'élever le niveau de conscience politique des travailleurs. Les marxistes-léninistes présenteront des candidats aux législatives, pour expliquer quelle est la voie à suivre, pour combattre la clique au pouvoir et la mystification de la fausse gauche. Cette bataille, seules les marxistes-léninistes peuvent la mener avec fermeté et clairvoyance. Nous voulons qu'elle soit menée dans l'unité des marxistes-léninistes. C'est pourquoi aussi estimons-nous nécessaire que se resserrent les liens avec le PCR (ml) pour aboutir à un parti marxiste-léniniste unique, à partir du moment où il y a unité sur l'essentiel. Car un seul parti regroupant tous les révolutionnaires conséquents, est une force plus crédible et plus puissante que plusieurs organisations marchant chacune de leur côté. De plus, nous sommes persuadés que c'est l'aspiration profonde de nombreux travailleurs, en témoigne la lettre ci-contre d'un vieux militant ouvrier communiste adressée à nous et au «Quotidien du peuple». (PCR-ML).

Où en sommes nous dans le processus d'unification ? A notre connaissance, il n'y a pas eu de nouvelles rencontres entre le PCMLF et le PCR (ml), malgré les demandes répétées du PCMLF. Les dirigeants trotskystes de l'OCT essaient d'utiliser les difficultés du processus d'unification ; avec leurs collègues de la Ligne trotskyste de Krivine, ils essaient d'attirer le PCR (ml) dans leur alliance électorale. Si les dirigeants du PCR(ml) s'engageaient aux côtés des trotskystes, ils prendraient alors une voie contraire à l'unité des marxistes-léninistes.

Lettre d'un ouvrier soudeur d'Alsthom-Atlantique

Je suis un ouvrier de 60 ans bientôt, ancien délégué CGT, membre et l'un des instigateurs du Comité de lutte qui, en 1955, arracha la victoire à la suite d'une longue grève aux chantiers de l'Atlantique.

«J'ai été secrétaire d'une cellule communiste du PCF. Je l'ai quitté en 1956. Je suis lecteur de la presse marxiste-léniniste depuis 1967 ; Humanité nouvelle, Humanité rouge, Quotidien du peuple.

«Camarades ! Mon souhait de vieux travailleur qui a beaucoup lutté, c'est de voir enfin réunis dans un seul Parti ceux qui se réclament du véritable communisme : le Parti des travailleurs.»

Rassemblement national du 6 novembre

«OCTOBRE AUJOURD'HUI»

A la Mutualité de 13h à 22h

Le tiers monde à l'offensive

La semaine dernière, à nouveau, des émeutes soulevaient les villes Sud-africaines et notamment Port-Elisabeth, où trois patriotes africains étaient tués par les flics du raciste Vorster.

Au Zimbabwe, les maquis contrôlés par les patriotes africains s'étendent chaque jour : 300 morts dans les rangs des troupes de Smith pour le seuls mois de septembre. En Namibie, la victoire est toute proche. Dans toute l'Afrique australe, le règne barbare du «pouvoir pâle» touche à sa fin. Le continent africain si longtemps et si cruellement opprimé sera bientôt débarrassé du colonialisme.

Au Moyen-Orient, ces derniers jours, des bruits d'explosion secouaient Jérusalem, à l'entrée de la ville, à Natanyah, le magasin de la municipalité sioniste flambait. Ces actions revendiquées par les fedayins témoignent que le peuple palestinien poursuit sa lutte armée contre l'agresseur sioniste en déjouant tous les piéges qui tentent de le détourner de sa cible et de briser sa solidarité de combat avec ses fréres arabes.

En Amérique Latine, les ouvriers et paysans de Colombie, du Chili, du Brésil, d'Argentine, du Paraguay, montent à l'assaut des dictatures et de l'impérialisme américain qui y domine. Les 3 000 licenciements et les centaines d'arrestations qui ont suivi la grève générale du 14 septembre en Colombie n'ont pas entamé la détermination des travailleurs qui annoncent pour ces jours-ci une nouvelle grève générale.

En Asie les patriotes du Fretilin ont isolé les agresseurs indonésiens retranchés dans quelques rares villes de Timor Est. En Indonésie, aux Philippines, en Malaisie, en Birmanie, en Thailande les peuples remportent d'éclatantes victoires sous la conduite de leurs partis marxistes-léninistes.

Le Vietnam, le Laos, le Cambodge, se relèvent de leurs ruines à des vitesses records et bâtissent une société nouvelle. Partout également les pays du tiers monde luttent pour consolider leur indépendance,

L'OPEP vient d'annoncer un renforcement du prix du pétrole brut en décembre pour riposter à l'inflation mondiale provoquée par la crise du système capitaliste.

Le tiers monde se concerte, s'entraide, coopére pour donner l'assaut à l'impérialisme, imposer un nouvel ordre économique international.

Les rangs du tiers monde se resserrent contre l'impérialisme et particuliérement les deux superpuissances que sa lutte attaque de plein fouet. De plus en plus nombreux sont les pays et les peuples du tiers monde qui sont conscients que l'URSS, comme les USA représentent leur principal ennemi, à l'exemple des peuples du Soudan, du Zaire, d'Égypte qui l'ont dénoncé publiquement aux yeux des peuples du monde.

Le 6 novembre, une des salles de la Mutualité sera consacrée à ce théme.

Fédération syndicale mondiale (FSM)

SEGUY PREND SES DISTANCES

Fin avril 1978 doit se tenir à Prague le Congrès de la Fédération syndicale mondiale. Le lieu et cette date (10 ans après l'intervention des troupes de Brejnev) donnent le ton quant à la ligne impulsée par la FSM. Dominée par les syndicats soviétiques et des pays révisionnistes d'Europe de l'Est, (des syndicats qui font tirer sur les ouvriers en grève comme en Pologne), la FSM devient une référence plutôt encombrante pour la CGT de Séguy ou la CGIL italienne. Ainsi, Bonnaccini déclarait à son retour de la conférence préparatoire de Moscou : *«Si la FSM ne change pas radicalement son rôle et ses structures, le syndicat italien réduira à l'extrême ses liens avec cette organisation»*.

La direction confédérale CGT exprime sa position dans «Le Peuple» No 1022, position réaffirmée jeudi 19 octobre par Séguy à l'occasion d'une conférence de presse. Dans le même temps, la CGT a formulé une demande d'adhésion à la CES (Confédération européenne des syndicats qui rassemble tous les fanatiques européens de la cogestion). A ce jour, cette demande d'adhésion se heurterait au veto du syndicat FO de Bergeron.

Quels sont les arguments développés par la confédération CGT ?

En gros, la CGT prend ses distances avec les syndicats officiels antiouvriers de la FSM sur deux points. La question des droits de l'homme et celle du rôle du syndicat dans les pays «socialistes».

Les dénonciations au sein de la classe ouvrière de France, du social-fascisme qui sévit à l'Est sous la houlette de Moscou et du rôle de répression des luttes ouvrières joué par les syndicats de ces pays, éclaire très bien la politique et les pratiques actuelles des individus à la Séguy et sont très révélatrices de l'avenir que ces bourgeois voudraient nous préparer.

Pour la confération CGT, il est indispensable de se démarquer :

«C'est en effet sur les problèmes des libertés et de la démocratie que les divergences de vues entre la CGT et les syndicats de certains pays socialistes sont les plus évidentes» (...) «S'il n'existait aucun cas de violation des libertés dans certains pays socialistes il ne serait pas possible de les exploiter contre le mouvement démocratique français, ni contre les pays socialistes eux-mêmes».

«Nous sommes amenés à nous interroger sur des situations qui conduisent à réduire l'initiative et la responsabilité du syndicat par rapport à l'État», etc. (Le Peuple No 1022).

Même si le langage reste feutré, les querelles n'en sont pas moins vives. Ainsi, à la conférence de Moscou, Krasucki s'est fait censuré par les Soviétiques.

Aujourd'hui, des informations circulent (que la CGT a refusées de commenter) à propos de Séguy qui aurait refusé la médaille de l'Ordre de la Révolution d'Octobre décernée par les révisionnistes soviétiques à l'occasion de ses cinquante ans. Chez les révisionnistes l'ambiance est à la grimace !

• Cruas-Meysse (Ardèche)

Rassemblement national dimanche

Les forces de police protègent toujours le site où commencent les premiers travaux de construction de la centrale nucléaire. Les opposants sont également sur place, et attendent la venue de 8 à 10 000 personnes dimanche à un premier rassemblement national à Cruas-Meysse

Mercredi 19 octobre, dans l'après-midi, un poteau électrique porteur d'une ligne de 15 000 volts a été plastiqué. C'est un premier avertissement au pouvoir qui veut malgré l'avis de la population construire la centrale de Cruas. Ce plastiquage a privé d'électricité le chantier et les communes avoisinantes. Le préfet Rouannet cherche à identifier les coupables. Le PCF par la cellule Ambroise Croizat de l'EDF, dénonce et s'insurge contre cet attentat qui d'après elle, ne sert qu'à renforcer un climat de violence. Mercredi soir, au cours d'une assemblée générale du Comité de défense de Meysse, et des comités antinucléaires Rhônes-Alpes, des modes d'action furent décidés pour la manifestation du dimanche.

Là le sieur Combe de la fédération du PCF de l'Ardèche a dit que sa fédération était contre la centrale de Cruas-Meysse, mais pas contre le nucléaire. Il exigeait que les mots d'ordre des banderoles soient ceux qu'il dictait, s'ingérant ainsi de manière dominatrice dans les décisions du Comité qui lutte pourtant sur le tas. Ces faux défenseurs seront certainement remis à leur vraie place. La fédération PCF de l'Ardèche a d'ailleurs fait savoir «qu'elle ne s'associerait pas à la manifestation...»

Vive la violence des masses face à la répression policière.

ABONNEMENTS A L'HUMANITÉ ROUGE

QUOTIDIEN	Pli ouvert (sous bande)	Pli fermé (sous enveloppe)
1 mois	20 F	44 F
3 mois	60 F	132 F
6 mois	120 F	264 F
Soutien	150 F	300 F
QUOTIDIEN AVEC SUPPLÉMENT		BIMENSUEL
1 mois	26 F	54 F
3 mois	78 F	164 F
6 mois	156 F	368 F
Soutien	200 F	400 F

• Prisunic-Rennes (1)

LE PATRON LICENCIE 32 PERSONNES LA CGT SE CROISE LES BRAS

En plein centre de Rennes, Prisunic, un vieux «magasin populaire» ; un personnel très ancien dans la maison (seulement deux ou trois embauches à temps complet ces dernières années).

«SE COUPER UNE MAIN PLUTOT QU'UN BRAS»

Autrefois, les salaires pratiqués à Prisunic étaient les plus élevés dans le commerce rennais. Les patrons locaux ne connaissaient pas encore la concurrence des grandes surfaces. Depuis la «restructuration» d'il y a deux ans, pour se mettre au goût du jour, le paternalisme a cédé la place à une politique de division entre les employés, d'utilisation des «temps-partiels» pour boucher les trous, de salaires de misère (1 700 F par mois en moyenne : «Elles n'ont qu'à manger du canigou», selon les bons conseils du patron...).

Mais malgré cette première *«réduction des frais de personnel»*, M. Bogrand, (le PDG) ne trouvait toujours pas ses profits assez élevés. Alors, le mardi 5 juillet, il vient rendre compte de la situation au personnel : *«D'après nos études, la situation pour continuer à faire du profit, c'est de devenir le spécialiste No un de la ville, et nous allons transformer l'alimentation en «Palais de la viande» ; sinon, il faudrait mettre la clef sous la porte !»*. (NB : pour Bogrand, cela signifie louer ses locaux à d'autres sociétés, ce qui lui rapporte de gros sous : 12 millions cette année pour les murs de l'ancien Prisunic de Rennes-Maurepas.) *Nous allons donc procéder à une douloureuse opération chirurgicale»* : C'est l'annonce des licenciements.

UN SYNDICAT DE COLLABORATION DE CLASSE

Le syndicat CGT est implanté depuis très longtemps à Prisunic: Mais Mme Berthon, déléguée depuis 26 ans, en a fait sa chasse gardée. L'activité syndicale est inexistante (pas de réunions

Manifestation aux portes de Prisunic.

les non-syndiquées sont mises en quarantaine, comme cette jeune femme enceinte qui n'a pas été soutenue lorsqu'elle voulait faire valoir ses droits face au patron : elle n'avait pas repris sa carte cette année...)

Le droit à l'information est bafoué (lors d'une grève à Mam outh des syndiquées ont affiché une lettre de la section CFDT qui menait cette lutte ; la déléguée a demandé à la direction de mener une enquête à propos de cette *«information illégale»*. Lorsqu'il manque du personnel à son étage, l'employée modèle Mme Berthon, a l'habitude de se charger de deux, trois rayons alors que les autres filles revendiquent une augmentation de personnel...

C'est ainsi que la déléguée entend défendre les travailleurs à Prisunic.

LA CGT A L'HEURE DE L'ACTION

Dès l'annonce des licenciements, Mme Berthon a déclaré : *«Je dis non aux licenciements»*, c'est-à-dire qu'elle a pris en charge de lutter toute seule contre le patron. Jamais d'informations, ni de comptes-rendus de la situation. Toute proposition d'action émanant des travailleuses est rejetée sous divers prétextes : il ne faut pas *«indisposer davantage le patron»* ; on a toujours *«tout notre temps»* les filles qui réclament une réunion du personnel ne sont que des gauchistes de la CFDT et depuis 26 ans qu'elle est au syndicat, elle n'a jamais entendu pareille proposition. Les auxiliaires n'ont pas à se mêler des problèmes du magasin. *«De toutes manière, les patrons sont les plus forts, les filles sont bien contentes d'être licenciées, et puis je suis malade du cœur, alors qu'on ne vienne pas me faire chier avec des histoires de licenciements !»*

Il faut aussi préciser à propos de la déléguée que dès sa retraite, elle envisager de travailler au siège du PCF... *«Mais elle est de la vieille école»*, dira Colin, le permanent de l'Union locale CGT, membre du PCF lui aussi.

L'ATTITUDE DE L'UL CGT : RÉCUPÉRATION ET TRAHISON

A l'annonce des licenciements, les tracts signés «Section CGT-Prisunic» sont comme d'habitude faits à l'Union locale, sans consultation du personnel. Ce qu'ils proposent : *«Contre tout licenciement... adhérez à la CGT»*. Les slogans habituels de la CGT-PCF sont présents : exemple : *«A Prisunic, 35 licenciements sont prévus. Nous disons : il est temps d'arrêter ce massacre de l'économie française, ce gaspillage de forces humaines»* (le 4/7/77). Aucune proposition concrète. Au cours de l'été, il y a tout de même eu deux actions de prévues : des délégations auprès des pouvoirs publics, soutenues par l'ensemble du personnel.

(A suivre)

Fin septembre

1 600 000 chômeurs

Le monde des chômeurs à la fin de septembre, s'élevait à 1 608 000, au sens de la définition du Bureau international du travail (BIT) annonce la CGT.

Sur ce total, 736 800 chômeurs revevaient fin septembre une allocation.

En un an, de septembre 1976 à septembre 1977 l'accroissement du nombre des chômeurs a été de 221 500. L'opération «300 000 emplois pour les jeunes» du gouvernement et patronat est bien un rideau de fumée électoral qui ne parvient pas à camoufler la constante augmentation du chômage.

• Ile de France

252 400 chômeurs

Tel est le nombre des chômeurs «officiel» en Ile-de-France. En un an, l'augmentation du nombre des chômeurs a été de 16 % dont 9 % pour le seul mois de septembre 1977.

Directrice de publication : Suzanne Marty Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP IMP : La Nouvelle Dépôt légal : 4e trimestre 1977